

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Face à la crise économique 1930-1935

Wynants, Paul

Published in:

La jeunesse Ouvrière Chrétienne, Wallonie-Bruxelles, 1912-1957

Publication date:

1990

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Wynants, P 1990, Face à la crise économique 1930-1935. dans *La jeunesse Ouvrière Chrétienne, Wallonie-Bruxelles, 1912-1957*. 1990 edn, vol. t. 1, Bruxelles, pp. 159-202.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

CHAPITRE V

La grande dépression

Dans les années trente, l'économie européenne, la crise et le rôle des pouvoirs publics ont été les sujets d'un débat prolongé. Par quelles mesures les pouvoirs publics ont-ils pu atténuer la crise ? Quel sera leur rôle dans l'avenir ?

Départ de la jeunesse

La dépression frappée le 29 octobre 1929, a entraîné une crise sans précédent. En 1932, les services officiels ont enregistré 134 000 chômeurs partiellement occupés. Les chômeurs absolus ont augmenté de 100 000 à 1 500 000. L'État a dû intervenir pour atténuer la crise. D'autres conditions de travail ont été imposées. Selon les autorités, la crise a entraîné une dépression de 20 à 30%. La situation est devenue catastrophique. Les pouvoirs publics ont dû intervenir de manière décisive pour atténuer la crise.

face à
la crise
économique
1930 - 1935

Selon les statistiques, le produit brut de quinze pays est passé de 140 à 150 milliards de francs en 1935. Le produit brut de quinze pays est passé de 140 à 150 milliards de francs en 1935. Le produit brut de quinze pays est passé de 140 à 150 milliards de francs en 1935.

Les conditions d'existence des peuples ont été très difficiles. Les plus éprouvés sont ceux qui ont été les plus touchés par la crise. Les conditions d'existence des peuples ont été très difficiles. Les plus éprouvés sont ceux qui ont été les plus touchés par la crise.

Paul Wynants

1. Les données statistiques sont tirées de l'ouvrage de Paul Wynants, *La dépression de 1929-1932*, Paris, 1933.

Supplement

1930 - 1931

La grande dépression

Dans les années trente, l'horizon s'assombrit. La crise et la montée des courants autoritaires sont les symptômes d'un malaise profond. Par dizaines de milliers, les jeunes travailleurs s'interrogent avec angoisse : quel sort leur réserve l'avenir ?

Désarroi de la jeunesse

La récession frappe le pays dès la seconde moitié de 1930. En masse, les travailleurs perdent leur emploi. Au plus fort de la dépression (1934), les services officiels recensent 207.000 chômeurs complets et 184.000 chômeurs partiels, compte non tenu des nombreux exclus de l'indemnisation. A l'époque, en effet, l'assurance-chômage n'est pas obligatoire. L'octroi d'allocations est subordonné à l'affiliation à une caisse, généralement syndicale, et au versement régulier de cotisations. D'autres conditions, de plus en plus draconiennes, viennent s'y ajouter : selon les autorités, elles visent à *calculer les secours en fonction des ressources du bénéficiaire et à les limiter à ses besoins essentiels* ⁽¹⁾. En fait, la globalisation familiale des revenus et des enquêtes tracassières privent maints sans-travail de toute assistance.

Selon les moments, la proportion de jeunes, âgés de 14 à 25 ans, oscille entre 1/6 et 1/4 du total des sans-emploi. Ils sont 65.000 en juillet 1933, 100.000 en mai 1934, 106.000 au début de 1935. Près des 4/5 n'ont pas 20 ans. La plupart sont peu qualifiés. La grande majorité ne touche pas d'allocations, en raison des règles extrêmement strictes auxquelles est subordonné leur octroi.

Les conditions d'existence des jeunes chômeurs sont souvent difficiles. Les plus éprouvés sont ceux qui ont été chassés du toit familial. Sous les porches des maisons de maître, sous les ponts ou dans les taudis, ils connaissent la misère et la faim. La vanité des démarches quotidiennes, l'hostilité de l'opinion publique, les heurts avec les parents plongent d'autres victimes de la crise dans le désespoir. Quelques-uns sont acculés au suicide, à la délinquance, à la prostitution ou à l'alcoolisme.

1. *Cent ans de droit social en Belgique*, catalogue d'exposition CGER., Bruxelles, 1987, p.89.

La diminution des salaires et ses conséquences

Témoignage de Robert Laurent, mineur de fond (Harchies, Hainaut)

Voici la situation dans les charbonnages de notre région. La plus haute fantaisie règne dans la fixation des salaires. Le patron paye le montant qui lui plaît et accorde les augmentations qui lui semblent bonnes. Les patrons profitent de la situation. ILS NOUS EXPLOITENT.

J'ai gagné 17 francs à quinze ans, 24 francs à dix-sept ans et maintenant, à dix-neuf ans, je gagne 15 francs ! Un de mes amis, mineur de fond, a gagné 15 francs à quatorze ans, 24,5 francs à dix-sept ans et maintenant, à dix-neuf ans, il gagne 18 francs par jour.

Que pensez-vous de ces salaires de famine ? A dix-huit ans, nous devrions gagner un salaire suffisant pour notre propre subsistance, afin de pouvoir aider nos parents. C'est impossible. Comment voulez-vous garder la conscience professionnelle en pareil cas ?

(...) Nous demandons un salaire en rapport avec notre âge et le travail fourni, non une aumône ou un secours.

AJOC. Enquête sur le salaire, 1933-1934.

Les conditions de travail dans la grande industrie

Témoignage de Jean Doerane, employé-dactylo aux entreprises Gustave Boël de La Louvière

Le local dans lequel je travaille est le bureau d'expédition des trains de laminoirs. Il est constitué de trois wagons placés les uns à côté des autres. On y a fait deux portes, puis, dans les parois, des fenêtres. En été, on cuit et en hiver, on gèle. A cause des archives qui s'y trouvent et du plancher, le "bureau" est envahi par les souris, qui y ont élu domicile. Elles viennent dans les tiroirs des employés. Tout ceci pour vous dire l'état lamentable des lieux (...).

Notre "bureau" est chauffé au moyen de réchauds électriques, en nombre insuffisant. Ce n'est qu'après plusieurs réclamations qu'on en obtient encore quelques-uns pour pouvoir continuer à travailler.

Les parois étant en planches, l'hiver ou lorsqu'il pleut assez fort, l'eau pénètre par les joints. Comme on décharge des wagons de poussière juste en face, quand le vent souffle, on la respire sans s'en rendre compte.

AJOC. Enquête sur les conditions de travail, 1930.

Le problème se pose en termes moins dramatiques pour les filles. La proportion de salariées est moindre parmi elles. Le chômage féminin ne présente pas non plus l'aspect massif que l'on observe du côté masculin. Dans certains secteurs, le patronat remplace des ouvriers par des travailleuses, moins syndiquées, auxquelles il verse des salaires inférieurs. Enfin, les jeunes filles peuvent recourir à des formes d'embauche auxquelles les garçons n'ont guère accès : l'entrée en service domestique et le travail à domicile. Il n'empêche que dans les familles populaires, le père et les frères demeurent les premiers servis lorsque la nourriture se fait plus rare.

Chômeurs et actifs sont durement touchés par la politique de déflation. Salaires, traitements et allocations sociales ne cessent de se réduire. Les primes liées à l'ancienneté ou au travail à la pièce disparaissent. Faute de revenus suffisants, des familles connaissent les logements insalubres et l'absence de chauffage.

La crise génère aussi une foule d'abus patronaux, dont les jeunes travailleurs sont les premières victimes. Ils assistent, impuissants, à l'avilissement de leurs rémunérations. Ceux qui envisagent le mariage voient s'évanouir toute possibilité d'avancement. L'engorgement du marché du travail sert de prétexte à des employeurs peu scrupuleux, prompts à imposer des rétributions dérisoires ou des conditions d'emploi scandaleuses. Selon la JOC boraine, cinq jeunes travailleurs sur huit ne disposent pas de revenus suffisants en 1934.

Malgré les sacrifices imposés à la population, la situation économique ne cesse de se dégrader. Incapables d'y remédier, les gouvernements sont de plus en plus discrédités. La récession va de pair avec une crise de régime. Formé le 25 mars 1935, le gouvernement Van Zeeland change enfin de cap. Grâce à une politique de dévaluation accompagnée de relance, le pays commence à sortir du tunnel.

Le péril totalitaire

Frappés par la crise, les travailleurs se tournent vers leurs syndicats. De 1930 à 1933, ceux-ci enregistrent une forte progression de leurs effectifs, due en partie au rôle qu'ils jouent dans l'indemnisation des sans-travail. Chrétiens et socialistes sous-estiment cependant l'ampleur de la récession. Il faut attendre les grèves de 1932, encadrées par le Parti Communiste, pour que le mouvement ouvrier sorte de sa torpeur. Peu à peu, la CSC étoffe son programme, tandis que le socialisme renouvelle sa stratégie avec le Plan du Travail, adopté à la Noël 1933.

Cette mise à jour exige un effort d'adaptation. Entre-temps, les plus intransigeants s'impatientent. Des travailleurs passent ainsi au Parti Communiste, en progression de 1932 à 1936. Au sein du Parti Ouvrier Belge, la tension monte entre les anciens dirigeants et de *jeunes loups* forts remuants. Méfiantes envers le régime parlementaire, certaines franges du monde catholique commencent à s'enthousiasmer pour les réalisations des Etats fascistes.

Dans la partie francophone du pays, le milieu étudiant catholique est le plus perméable aux idées autoritaires. Imprégnée de traditionalisme, la mystique diffusée par l'ACJB nourrit une profonde méfiance envers la démocratie politique. Appelés à *conquérir le monde pour le Christ*, de jeunes intellectuels stigmatisent les compromissions de certains parlementaires avec les milieux d'affaires. Les lacunes de leur formation idéologique, l'aveuglement des autorités religieuses et les tares du Parti Catholique font le reste : Léon Degrelle peut se mettre en campagne...

Face au péril autoritaire, les organisations ouvrières chrétiennes tardent à adopter des positions nettes. A la recherche d'une troisième voie, elles renvoient libéralisme et socialisme dos à dos. Dans la foulée de l'encyclique *Quadragesimo Anno* (1931), elles placent leurs espoirs dans le corporatisme chrétien, rebaptisé ensuite organisation de la profession. En elle-même, pareille option ne mène ni au fascisme, ni au démantèlement de la puissance syndicale. Pour ses promoteurs de la CSC, elle implique, au contraire, la liberté du mouvement ouvrier face à l'Etat, le renforcement des commissions paritaires et l'extension des conventions collectives, en vue d'une collaboration des classes. Il n'empêche que des allusions épisodiques à l'œuvre du Portugais Salazar, voire à des réalisations mussoliniennes, ne dissipent pas toute équivoque. Au lieu de les éclairer, la crise obscurcit les jugements.

Une cible principale : le national-socialisme

La clairvoyance du mouvement jociste n'en est que plus remarquable. Dès 1933, il dénonce le national-socialisme comme une grave menace pour l'humanité. Bien qu'elles touchent moins les filles de la base, alors peu politisées, ces positions marquent toute une génération de militants.

Pour la JOC, le capitalisme est le principal responsable de la crise. Fondé sur la course effrénée à l'enrichissement, il érige en système la dictature des monopoles. Rien de bien neuf dans pareille condamnation, également formulée par les syndicats chrétiens, si ce n'est sa

vigueur. Celle-ci s'explique sans doute par la radicalisation d'une partie du monde ouvrier.

Selon la JOC, le communisme et le socialisme ne méritent aucun crédit comme idéologies alternatives. Toutefois, en Wallonie du moins, leur rejet vient désormais au second plan : le nationalisme, avec ses avatars fascistes, est perçu comme plus dangereux encore. Divinisée, la nation devient l'objet d'une mystique exclusive. Cette idolâtrie avive les tensions entre les peuples. Elle transforme les travailleurs en soldats. Fanatisant la jeunesse, elle fait naître un impérialisme générateur de guerres. Et Cardijn de s'exclamer, trois mois à peine après l'arrivée de Hitler au pouvoir :

Faisons attention. Nous verrons que ces immenses et puissantes organisations de jeunesse, que l'on est en train de mettre sur pied dans certains pays pour inculquer ce culte nouveau, déboucheront sur plus de haine, de mépris et de jalousie entre les peuples qu'on en a vu dans les siècles passés. Avec les moyens dont on dispose, sachez-le, nous allons à la disparition de certains peuples, de certains pays ⁽²⁾.

Le ton se durcit au cours des mois suivants. Plus qu'au fascisme italien, c'est au national-socialisme que le mouvement réserve ses traits les plus acérés. Certes l'embrigadement de la jeunesse, dans des organisations étroitement contrôlées par un pouvoir totalitaire, fait horreur aux jocistes. Plus fondamentalement, ce sont le paganisme nazi, les violences policières et le racisme du régime qui suscitent leur indignation: ils impliquent fatalement, écrit Joseph Verhoeven, *des procédés barbares et des mœurs de cannibales* ⁽³⁾. Le sort réservé aux syndicalistes, à la gauche et aux Juifs préfigure celui des chrétiens :

Pour Hitler, ils ont grand tort de croire en un Dieu non allemand, un Juif, un Galiléen. De plus, les catholiques font partie d'une association internationale s'il en est : l'Eglise romaine ⁽⁴⁾.

A mesure que les périls s'amoncellent, le diagnostic de Cardijn se mue en vision d'apocalypse. Dressant l'inventaire des maux qui accablent l'humanité, il ne voit que ruines et menaces. Faillites, crise bancaire, chômage, scandales politico-financiers, appels à la dictature,

-
2. J. CARDIJN, *La société humaine*, semaine d'étude de Godinne de 1933, compte rendu intégral.
 3. *L'assassinat de Dollfuss*, dans *JOC*, 18 août 1934.
 4. *Quand l'Eglise souffre*, *ibid*, 22 septembre 1934.

course aux armements et dégradation des mœurs sont les symptômes d'un même effondrement. Conduit par de faux prophètes, le monde marche vers l'auto-destruction. Pour lui rendre espoir, une seule issue : *faire connaître le bloc infaillible de la Vérité Catholique* ⁽⁵⁾. Telle est la mission assignée au mouvement jociste en 1933.

Si elle gagne en intensité, la réflexion devient plus abstraite. Elle conduit même à une sorte de crispation confessionnelle : l'aumônier général s'arrime à la doctrine sociale de l'Eglise, présentée comme un remède-miracle. L'humanité est placée devant une alternative : elle doit choisir entre le Christ ou le néant. Seul un retour à Dieu et à la conception chrétienne de la personne humaine permettra *la révolution des âmes* dont la planète a besoin.

L'utopie corporatiste

Quel type de société la JOC veut-elle promouvoir ? Au régime libéral, individualiste et neutre, il faut substituer *un ordre organique, institutionnel, corporatif et chrétien* ⁽⁶⁾. A nouveau, les options du mouvement se calquent sur l'itinéraire de la CSC.

La plupart des filles, moins sensibilisées aux questions de ce genre, ne s'engagent guère dans pareil débat. Par contre, certains militants francophones accueillent ces vues avec réticence : à tort ou à raison, ils estiment qu'elles ont un relent autoritaire. Pour les convaincre envers et contre tout, Cardijn leur oppose une vision idéalisée du passé médiéval. La société était alors marquée par les principes chrétiens, tandis que les corporations multipliaient les œuvres de prévoyance, les réalisations culturelles et les manifestations religieuses. Et de conclure : *par la JOC, nous voulons réaliser un nouveau moyen âge* ⁽⁷⁾.

De tels arguments n'emportent pas l'adhésion de tous : à certains militants, un retour au passé semble irréaliste, voire dangereux pour les conquêtes de la classe ouvrière. Au lieu d'en rejeter le principe, ils prennent le parti de ne pas s'en occuper. Face à la crise, le mouvement adopte une doctrine pertinente à certains égards, mais aussi partiellement inadéquate. A la réflexion politique et économique, la JOC préfère, il est vrai, l'engagement sur le terrain. C'est sur ce plan qu'elle donne sa véritable mesure.

5. J.CARDIJN, *Le salut par la Vérité*, semaine d'étude de Godinne de 1933.

6. ID., *Vers un ordre corporatif chrétien*, semaine d'étude de Godinne de 1934.

7. *Ibid.*

Maturité du mouvement

Le jocisme belge atteint sa vitesse de croisière entre 1930 et 1935. La branche féminine, qui a cherché son identité durant plusieurs années, connaît alors une métamorphose progressive. Dans le même temps, les deux organisations francophones systématisent leur méthode et la formation de leurs militants. En ces matières, les expériences nouvelles sont rapidement partagées : le cloisonnement des sexes est moins rigide qu'on ne l'imagine parfois. En adaptant ses structures aux besoins de l'heure, le mouvement étend son rayonnement.

La JOCF change de cap

La JOCF a besoin de temps pour se constituer en mouvement autonome, fermement implanté dans la jeunesse travailleuse. Cardijn cherche celle qui pourrait devenir la pierre angulaire d'une branche féminine plus ancrée dans le monde ouvrier. Il découvre les talents d'Emilie Arnould. Fille du sous-chef de gare de Haine-Saint-Pierre, elle est diplômée de l'Ecole Supérieure pour Jeunes Filles en 1925. Les cours qu'elle suit à l'Ecole Catholique de Service Social l'amènent à effectuer des stages en usines, puis au secrétariat des Oeuvres Sociales de Mons.

En avril 1928, E. Arnould devient secrétaire régionale des Oeuvres Sociales du Centre. Dans la même région, elle assume des responsabilités similaires au sein des LOFC. En continuant son travail à la Ligue des Femmes, elle s'engage bientôt à la JOCF comme propagandiste volontaire. Formée par le chanoine Scarmure, elle fait preuve d'une détermination peu commune.

A la fin de 1930, E. Arnould est littéralement mobilisée par Cardijn. Quelques mois plus tard, elle devient secrétaire générale de la JOCF. Avec elle, Louise Bauthier (1933), Madeleine Téchy (1933) et Marguerite Fiévez (1934) constituent *le quadrige* de la branche féminine. Marie Braham les rejoint en 1936. Les filles ont désormais leur première équipe nationale.

Sous l'impulsion de celle-ci, la JOCF devient plus sensible aux réalités populaires, malgré certaines résistances. Quelques anciennes du secrétariat général, l'une ou l'autre permanente régionale, tel ou tel aumônier acceptent difficilement les orientations nouvelles. Les

réticences disparaissent avec le retrait, spontané ou imposé, des sceptiques. Les dernières conseillères sont invitées à s'effacer.

Tous les échelons du mouvement contribuent à ce renouvellement, ainsi que le rapporte une ancienne :

La métamorphose de la JOCF ne tombe pas du ciel, ni du secrétariat général. Dans les sections et les fédérations, nombreuses sont celles — militantes locales ou responsables régionales — pour qui la hantise de la masse n'est pas un vain mot. Le terrain a été labouré humblement par celles dont on a peut-être oublié les noms. Elles ont, chevillée au corps, la vision des corons où elles vivent, des entreprises où elles travaillent. Sur le terrain, la JOCF s'est construite à la sueur de leur front (...). Toutes fédérations confondues, elles sont des centaines à pied d'œuvre.

L'équipe nationale peut dès lors impulser sa dynamique et valoriser les forces latentes. Ses membres consacrent désormais les trois quarts de leur temps à la visite des fédérations et des sections. Leurs observations forment la substance de directives nouvelles. Le journal lui-même change de ton. Il cesse d'être le fruit de cogitations individuelles pour être conçu en symbiose avec la vie des régions.

Les permanentes prennent une place croissante dans le mouvement. Elles sont choisies parmi les responsables fédérales qui font preuve de sens ouvrier et d'efficacité dans l'action. Elles se donnent à fond à leur tâche. L'une d'elles se souvient :

Dans une région aussi dispersée que le Brabant wallon, le contact que la permanente pouvait établir avec les sections était capital. Tous les jours, j'allais visiter une, parfois deux sections. Quelquefois, pour rationaliser un peu le travail, je partais dès 10 ou 11 heures du matin, pour rencontrer une présidente locale à la sortie de l'usine, casser la croûte avec elle et préparer le prochain cercle d'étude. Je profitais de l'après-midi pour aller voir celles qui étaient ménagères chez elles, donc plus facilement disponibles. Le réseau de bus et de trains n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Je me rappelle les longues marches de la gare de Blanmont jusqu'à Walhain-Saint-Paul, et le soir, après la réunion à Rosières-Saint-André, le retour à la gare de Genval à travers le bois pour rentrer à Bruxelles où j'allais loger. Et le nombre incalculable de kilomètres à vélo ! On se demande à présent comment on a pu s'habituer à cette vie de chien, alors qu'on n'avait pas dix-neuf ans. Mais au fond, c'était une sorte de vie de pionnière, qui en valait la peine et qui enthousiasmait ⁽⁸⁾.

8. M. FIEVEZ, *Naissance et premiers développements de la JOC féminine en Brabant wallon*, dans *Cahiers du Chirel*, I, 1985, p. 21-22.

Dans le même temps, les comités locaux et régionaux se restructurent quelque peu, pour s'ouvrir davantage aux filles directement issues du monde du travail. Il en résulte une plus grande homogénéité, qui donne sa cohésion à la branche féminine. Le recrutement des membres s'oriente systématiquement en direction des milieux populaires. Dès la semaine d'étude d'Héverlé (août 1932), la plus marquante de l'entre-deux-guerres, Emilie Arnould met l'accent sur la nécessaire participation des ouvrières de la grande industrie. Une Liégeoise note alors dans son carnet de militante :

La JOCF ne doit pas devenir une congrégation, une chorale, un cercle dramatique ou un cercle de danse. Ce serait facile, mais ainsi on ne sauve pas les âmes des travailleuses... C'est l'ouvrière qui doit sauver l'ouvrière ⁽⁹⁾.

Militantes, militants et équipes

La constitution d'une équipe nationale renforce la créativité de la JOCF. Dans une certaine mesure, les objectifs de son équivalent flamand (VKAJ) sont similaires. La proximité des deux secrétariats généraux, situés rue de la Poste, favorise les échanges informels. Un dialogue fructueux se noue avec les dirigeantes néerlandophones. Il en résulte plusieurs innovations au plan de la méthode : introduites lors de la semaine d'étude d'Héverlé (1932), elles sont progressivement étendues au cours des années ultérieures.

A l'échelon local, le jocisme s'est présenté jusqu'alors comme une organisation à deux vitesses : il n'y a pas d'intermédiaire entre les simples affiliées et les responsables des comités. La branche féminine prend conscience, la première, de cet hiatus. Pour y remédier, elle compte sur le travail de la militante.

Qualifiée d'équipière, ou – pour quelques années seulement – de sizainière, celle-ci est investie d'une mission de première importance. Entre les assemblées générales, destinées à tous les membres, elle garde des contacts réguliers avec les cinq, six ou huit filles qui lui sont personnellement confiées. Elle les aide à résoudre leurs difficultés quotidiennes, au travail et en famille, leur porte journaux et convocations, recueille les cotisations. Souvent aussi elle les entraîne à l'action. Mieux entourées, les affiliées prennent davantage conscience de leurs responsabilités.

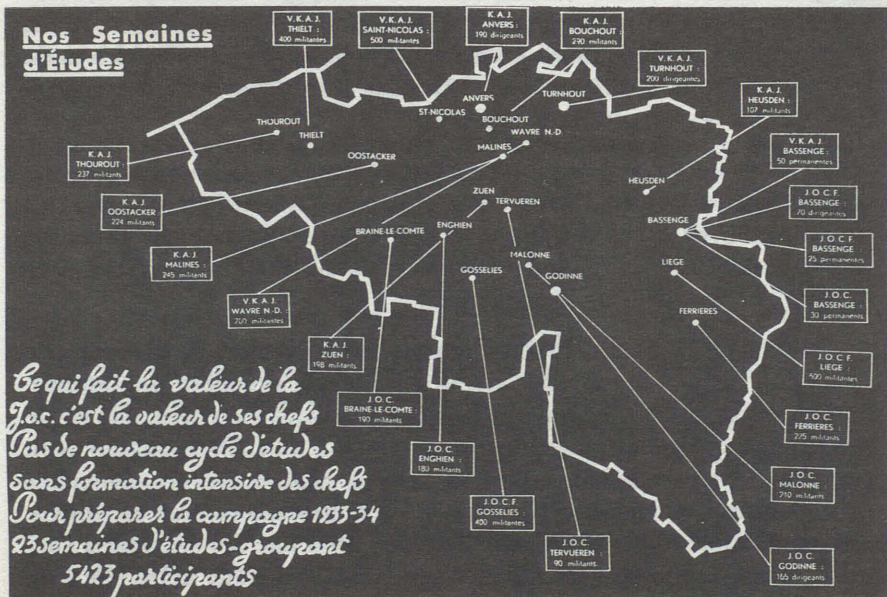
9. Carnet de militante de Marie Braham, 1932.

Le feuillet bleu

Une Jociste 100%

- * est fière de sa carte de membre
- * paie sa cotisation avec enthousiasme
- * participe au travail d'équipe et à l'assemblée générale
- * porte son insigne avec vaillance et cran
- * lit avec intérêt son journal
- * vend quelques numéros de "Joie et Travail" dans les milieux ouvriers et prend part à toutes les propagandes
- * rayonne la JOC dans son milieu de travail
- * est aimable et serviable en famille
- * recrute de nouveaux membres
- * épargne régulièrement
- * participe activement à la messe du dimanche
- * s'offre chaque matin par sa prière jociste et tâche d'en vivre durant la journée
- * est militante dans toute sa vie

AJOC, 1933



Joie et Travail,
octobre 1933

L'atmosphère des sections est sensiblement modifiée par l'apport des militantes. Ces dernières sont invitées à tenir un carnet de faits. Elles y notent les noms des jeunes travailleuses qu'elles connaissent, les situations auxquelles elles sont confrontées, dans le quartier ou le milieu de travail, afin de les soumettre au groupe. Les cercles d'étude dépassent peu à peu les généralités, puis cessent de fonctionner par questions-réponses. Plus concrets, les débats s'animent. La base s'imbibe de vie ouvrière.

A terme, l'idéal du mouvement est de transformer chaque adhérente en militante. Pour aider celles qui veulent s'engager dans cette voie, l'équipe nationale imagine le *Feuillet Bleu*, qui trace le portrait de la vraie jociste.

Centrée sur les gestes de tous les jours, cette pédagogie donne des résultats étonnants. L'influence croissante des militantes incite la JOCF à entreprendre des expériences nouvelles : pourquoi ne pas fonder des sections à partir d'un noyau de jocistes formées par le mouvement lui-même, plutôt que de confier cette tâche à des comités désignés par le clergé ? Avec sa parfaite connaissance du terrain, Louise Bauthier mène l'expérience à bien dans la fédération d'Ath. Ainsi naît la section-modèle de Harchies (1933-1934). Souvent donnée en exemple, elle constitue, en fait, un cas assez isolé : les essais du même genre, tentés ultérieurement, ne sont guère concluants.

Quelques peu distancés, les garçons s'inspirent des réalisations féminines. Lors de leur semaine d'étude de 1933, ils examinent le fonctionnement des sizaines, afin d'en créer l'équivalent sous le nom d'équipes. Leurs conclusions rejoignent celles de la JOCF :

L'efficacité du mouvement dépend de la fréquence des contacts que des militants, convaincus à fond de l'idéal jociste, ont avec les membres. Ces contacts ne sont intenses qu'avec des noyaux de taille réduite et de composition stable ⁽¹⁰⁾.

Toutefois, la formule est adaptée à la mentalité des jeunes travailleurs masculins, moins sensibles à l'encadrement personnalisé.

Dans les deux branches, l'accent est mis sur la participation de tous à la vie de l'organisation. Le travail en équipes est méthodiquement développé. Vente du journal, enquêtes, visites à domicile et actions de quartier sont menées en groupes restreints, dont les membres s'épaulent

10. AJOC. Note de l'abbé Kothen, 1933.

mutuellement. Chacun et chacune prend conscience de ce que les autres lui apportent. Les jocistes mesurent aussi l'importance de leur contribution personnelle à l'œuvre commune. L'amitié renforce la responsabilité. A l'expérience, cependant, les équipes ne donnent pas tous les résultats escomptés au sein de la branche masculine. Le succès est beaucoup plus net à la JOCF.

Les humanités ouvrières

La formation collective est dispensée en semaines d'étude. Ces dernières exigent des sacrifices de la part de celles et ceux qui les suivent. Il faut d'abord économiser pour payer les frais, parfois aussi convaincre des parents réticents. Il importe ensuite d'obtenir un congé du patron ou une dispense de pointage. Puis, plusieurs jours durant, écouter des leçons, participer aux débats et donner des témoignages. Chaque jociste paie de sa personne.

Pourtant, les efforts consentis sont aussitôt oubliés. Sur place, le climat d'amitié et de ferveur, les chants et la décoration des salles font monter l'enthousiasme, qui culmine lorsque Cardijn occupe la tribune. Seuls comptent alors le feu sacré, qui galvanise l'assistance, et les résolutions qui vont marquer l'année à venir. Les semaines d'étude sont les temps forts où se diffuse la mystique jociste. Plus fondamentalement, cependant, leur objectif est autre : il s'agit d'intensifier la formation personnelle et militante des participants, aux plans social, moral et religieux.

Impossible d'atteindre pleinement ce but sans un ordre du jour varié : exposés, échanges, méditations et activités de détente se succèdent, afin de tenir l'assistance en haleine. Dans le fond et la forme, l'écart est considérable entre les leçons magistrales, qui captivent, et les discussions en cercles restreints, centrées sur l'action à la base. Les exposés de doctrine précisent le programme jociste, en le reliant à l'enseignement de l'Eglise. Les leçons de méthode accroissent l'efficacité du mouvement, en indiquant comment huiler ses rouages. L'information sociale ouvre aux nouvelles préoccupations de la classe ouvrière. Les débats signalent les expériences en cours et font apparaître la diversité des situations.

La réflexion personnelle et collective permet à chaque participant de faire le point sur ses engagements. Une ancienne dirigeante témoigne de la semaine d'étude d'Héverlé, qui a fait basculer sa vie :

Ce fut un tournant. Je vois encore Yvonne Dehan, de Bruxelles, qui se levait sur une chaise – on était cinq cents – pour expliquer comment,

dans les bas-fonds de la capitale, les jocistes avaient essayé, trois ou quatre fois, de toucher la masse. Elles avaient toujours, comme elle disait avec son accent, la crème des bas-fonds. Ce témoignage m'a marquée profondément.

Les semaines d'étude suscitent également des résolutions très concrètes, comme celles de la JOCF de Jupille, en 1932 : *représentation quotidienne à la Sainte Messe, fichier à terminer pour le premier octobre, former quatre sizainières* ⁽¹¹⁾.

Initialement, dirigeants fédéraux et militants locaux des branches francophones se retrouvent ainsi côte à côte. Il importe cependant de donner une formation spécifique aux responsables des deux échelons, en adaptant la problématique et le langage à leurs besoins. Dès 1930, la JOCF s'engage dans cette voie en scindant les deux groupes. Depuis 1931, la branche masculine distingue à son tour la semaine d'étude de Godinne, tenue à Pâques à l'intention des dirigeants régionaux, et celles de juillet-août, organisées en divers lieux pour les militants locaux. Bien que Cardijn y donne les mêmes leçons de doctrine, les sessions de Godinne éclipsent quelque peu leurs équivalents féminins.

Avec des pédagogies adaptées à l'auditoire, les deux types de semaines d'étude ont des fonctions complémentaires : dresser le bilan des douze mois écoulés, préparer l'année nouvelle, perfectionner la méthode, afin d'étendre l'influence du jocisme sur la classe ouvrière. En accueillant des centaines de militantes et de militants, les institutions religieuses et collèges prennent une part non négligeable à la réalisation de ce projet.

Mobilisation tous azimuts

Toute activité, ou presque, a une dimension formative au sein du mouvement. Il en est ainsi, entre autres, de la vente du journal et du calendrier.

La JOC et la JOCF déploient des efforts incessants sur le terrain de la presse. Pour diffuser des publications de qualité et accroître, par le fait même, son audience, le mouvement ne lésine pas sur les moyens : investissements en ressources financières, collaborations nombreuses, mobilisation des vendeurs, militants invités à faire circuler les journaux en seconde lecture. Rien n'est laissé au hasard pour captiver le public : titres accrocheurs, graphisme moderne, illustrations soignées, feuille-

11. Carnet de militante de Marie Braham, 1932.

tons. Sur le plan de la technique d'impression, des progrès sensibles ont été réalisés depuis les années 1920. A elle seule, la confection de ces revues est une gageure.

Ceci vaut surtout pour les organes destinés à la masse : vers 1935, ils tirent chacun à 20 ou 30.000 exemplaires par numéro. Cheval de bataille et œuvre de Fernand Tonnet, puis de Joseph Cuypers, l'hebdomadaire *JOC* passe de huit à seize pages en 1930. Il double à nouveau de volume cinq ans plus tard, mais devient mensuel. Il est alors relayé par *La Jeunesse Ouvrière*, qui reparait après sept ans d'interruption. Cet hebdomadaire absorbe *Le Jeune Chômeur*, un mensuel créé en 1933, dont il sera question par la suite. En 1930, *Joie et Travail*, organe de la JOCF, se transforme en mensuel de seize pages en héliogravure. A mesure que la branche féminine s'affirme, son ton devient plus ouvrier, tandis que son succès s'accroît : en l'espace de trois ans, les ventes progressent d'un tiers.

Les *Bulletins des Dirigeants* et *des Dirigeantes* sont évidemment plus austères. Ils paraissent chaque mois, à date fixe, pour annoncer le programme à mettre en chantier ⁽¹²⁾. Moins réguliers, des *Bulletins fédéraux de la JOC* et *de la JOCF* sont stencylés pendant quelques années seulement.

Lancées en 1932, les *Notes de Pastorale Jociste*, bimestriel imprimé à 2.000 exemplaires, assurent le lien avec les aumôniers. Elles manifestent l'importance de leur rôle en matière de formation et d'accompagnement spirituel. Le développement de la Pré-JOC donne naissance à *Mon Avenir* ⁽¹³⁾ et à *En Route* ⁽¹⁴⁾, son équivalent féminin. Le premier paraît chaque mois depuis décembre 1931, le second depuis janvier 1932. Un *Bulletin mensuel des Dirigeants Pré-jocistes* voit également le jour en octobre 1933 ⁽¹⁵⁾.

Aux journaux s'ajoutent une trentaine de brochures, publiées avant 1935 et diffusées par les Editions Jocistes. Elles présentent le programme ou les campagnes des différentes branches. Outre la réédition du *Manuel* (1930), les plus prisées sont apparemment celles que signent Cardijn et le Père R. Plus, sans oublier les monographies retraçant la vie exemplaire de militants, tels Raymond Delplancq ou Charles Bouchard. Recueils de bonnes chansons, livrets de pièces de théâtre et de revues connaissent aussi un certain succès. Il en est de

12. De 1930 à 1935, le bulletin masculin tire à 3.500, voire 4.000 exemplaires par numéro. Les abonnements au bulletin féminin passent de 940 à 2.500 entre 1930 et 1933.

13. Tiré à 6.000 exemplaires en 1933.

14. Tiré à 3.200 exemplaires en 1933.

15. Il compte environ 500 abonnés.

même pour *l'agenda liturgique*, que le mouvement diffuse parmi ses affiliés afin qu'ils puissent participer davantage à la vie de l'Église.

Une place toute particulière est réservée au calendrier illustré, dont la vente commence en 1930. En équipes, militantes et militants le diffusent largement dans les milieux populaires. Cette mobilisation se répète chaque année, dans les deux branches francophones. Elle permet d'intensifier l'action de quartier, centrée sur un objectif concret, afin d'assurer symboliquement la présence jociste dans de nombreux foyers. Un chant encourage à donner le meilleur de soi-même dans cette tâche :

Quel est donc ce visiteur
Hola hi, hola ho !
Qui nous dérange à cette heure ?
Hola hi, hola ho !
Nous vendons le calendrier (...)

Rayonnement accru

A l'époque de la grande crise, le mouvement jociste compte quelque dix-sept fédérations en Wallonie et dans la capitale, avec des fluctuations selon les circonstances. Les effectifs régionaux varient suivant les années et le dynamisme des militants. En 1932, les fédérations masculines les plus importantes sont celles de Liège, de Namur, du Centre, de Charleroi et de Bruxelles. A la JOCF par contre, Bruxelles devance le Centre, Liège, le Brabant wallon et Verviers. De part et d'autre, les rangs sont plus clairsemés à Ath, Beaumont-Chimay-Thuin, Huy, Walcourt, Waremmes et Warneton, régions considérées comme semi-ouvrières, semi-rurales. Géographiquement réduite, la fédération de Mouscron occupe une place particulière : le mouvement y est solidement implanté dans le secteur textile, des deux côtés de la frontière franco-belge.

Le nombre des sections est un indice de vitalité. Pour la branche masculine, il passe de 628 à 680 entre 1930 et 1933, puis se stabilise à ce niveau. Au même moment, la JOCF progresse davantage, en partant d'un stade nettement inférieur, il est vrai : elle passe ainsi de 198 à 368 sections. L'évolution des effectifs — toujours difficile à retracer, faute de statistiques homogènes en série continue — confirme globalement ces tendances. Les chiffres de la JOC, probablement gonflés, font état d'environ 22.500 adhérents en 1931, près de 24.000 deux ans plus tard. La branche féminine recense 5.671 membres en 1930, 7.517 en 1932, 11.346 en 1935.

La multiplication des sections pose un sérieux problème pour la mise en œuvre du programme : il est impensable d'exiger partout l'application stricte de directives uniformes. C'est pourquoi la branche masculine réserve une place particulière aux sections débutantes, dotées d'un plan d'action expérimental. La pratique est similaire à la JOCF, mais elle demeure plus informelle.

Le mouvement s'étend, alors que ses cellules restent dispersées et les déplacements malaisés. En Luxembourg, en Brabant wallon et dans l'arrondissement de Verviers, les distances transforment les trajets en véritables expéditions. A Liège, c'est le nombre imposant des participants aux assemblées fédérales qui empêche chacun de s'exprimer. La JOC résout pragmatiquement ces difficultés en créant, là où le besoin s'en fait sentir, un échelon intermédiaire — et parfois éphémère — entre les fédérations et les sections : les secteurs, appelés aussi sous-fédérations. Dès 1930, des cercles d'étude et assemblées de militants s'organisent à ce niveau, dans les zones éloignées du chef-lieu ou les régions à forte implantation. A nouveau, la JOCF fait preuve d'une plus grande souplesse en la matière.

L'extension des deux branches francophones ne porte nullement atteinte à leur capacité d'adaptation. Au contraire, le souci de coller sans cesse à la vie de la jeunesse ouvrière alimente une incessante évolution. Rien n'est figé. Au sens littéral du terme, le jocisme est mouvement.

Au service de la masse

La JOC veut changer la vie de la jeunesse ouvrière. Il importe que ses membres se serrent les coudes, pour surmonter leurs propres difficultés. Spontanément, chacun et chacune vient en aide à ses camarades. Peu à peu, l'action se structure en devenant collective. Ainsi se développent des services. Cinq réalisations de ce genre prennent de l'ampleur entre 1930 et 1935 : elles concernent les chômeurs, les malades, les soldats, les loisirs et la Centrale Jociste. Fréquemment évoquée dans la presse nationale, voire au Parlement, la première de ces activités donne au mouvement une solide réputation d'efficacité. Comme elle contribue à son rayonnement, en Belgique et à l'étranger, elle mérite un aperçu plus fouillé.

Le service des jeunes chômeurs

Depuis 1930, la campagne menée en faveur des sans-travail s'intensifie au fil des mois, pour culminer en 1935. Elle se développe sous différentes formes : l'action représentative, la sensibilisation de l'opinion publique, l'assistance matérielle et les camps.

Un mouvement de jeunesse ne peut attaquer le chômage à la racine. Il faut cependant que le pouvoir politique prenne en compte les besoins spécifiques des moins de vingt-cinq ans. Aussi la JOC et la JOCF se lancent-elles, en étroite collaboration avec les branches flamandes, dans une action représentative auprès des autorités. Leurs revendications sont plus radicales que celles ordinairement défendues par le monde catholique belge :

- * prolongation de la scolarité, avec réforme de l'apprentissage et généralisation de l'orientation professionnelle ;
- * abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans ;
- * réduction du temps de travail à 40 heures-semaine, sans diminution de salaire ;
- * instauration du roulement et suppression des cumuls ;
- * contingentement du travail salarié des femmes mariées ;
- * mise sur pied de grands travaux publics ;
- * subsidiation des initiatives privées qui occupent utilement les jeunes chômeurs.

Comme les mesures prises par l'Etat sont tardives et ponctuelles, le jocisme, toutes branches belges confondues, agit en groupe de pression. Il contacte ministres et parlementaires. Les démarches entreprises auprès du gouvernement s'avèrent généralement décevantes. Seul Achille Delattre, ministre socialiste du Travail, fait un pas dans la bonne direction, en subsidiant les camps de jeunes chômeurs (1935). Invités à soutenir le programme jociste, la plupart des parlementaires démocrates chrétiens ne répondent guère à l'attente des militants.

Faute de relais politiques dans le Royaume, le mouvement place ses espoirs dans une action internationale. Le chômage des jeunes est inscrit à l'ordre du jour de la XIXe Conférence Internationale du Travail, qui doit avoir lieu à Genève, en juin 1935, sous l'égide du BIT. Les jocistes veulent que leurs revendications y soient prises en compte. En collaboration avec la Confédération Internationale des Syndicats

Chrétiens, ils organisent une vaste pétition, connue sous le nom de *Recours à Genève*. Les organisations-sœurs d'Autriche, du Canada, d'Espagne, de France, du Grand-Duché, des Pays-Bas, de Suisse et de Tchécoslovaquie se rallient au projet, dont les Belges sont les initiateurs. Pour la première fois de son histoire, le jocisme mobilise ses troupes au-delà des frontières.

L'effervescence gagne les fédérations et les sections, qui rivalisent d'imagination pour recueillir le plus grand nombre de signatures. Des milliers d'affiches et 250.000 tracts sont répandus dans la partie francophone du pays. Au début de juin 1935, 86.000 sans-travail, dont 25.000 Belges, ont manifesté leur adhésion au programme de revendications.

Le 5 de ce même mois, une délégation internationale, comprenant sept jocistes de Belgique francophone, est reçue en séance officielle par la Conférence Internationale du Travail. Celle-ci accorde l'urgence au dossier. Ensuite elle vote, à l'unanimité, une recommandation adressée aux gouvernements affiliés, fort proche du plan remis par l'organisation jociste.

Modelée par la presse conservatrice, l'opinion publique n'en continue pas moins d'identifier le demandeur d'emploi au profiteur. Le thème des abus fait recette. Son exploitation éhontée scandalise les jeunes travailleurs. A la demande de la base, le secrétariat général de la branche masculine organise la riposte.

Aux articles publiés par *JOC* s'ajoute, de mars 1933 à décembre 1934, un nouveau mensuel à large diffusion, intitulé *Le Jeune Chômeur*. Son sous-titre, *Journal de combat des sans-travail*, reflète la mission qui lui est assignée : défendre les droits des jeunes frappés par la crise. Créé par Joseph Cuypers et René Javaux, ce périodique est magistralement dirigé par le second nommé. Son succès est manifeste : un tirage moyen de 30.000 exemplaires, avec des pointes de 50 à 60.000 aux grandes occasions. Son rayonnement inspire des réalisations similaires, tels le *Jonge Werklooze* de la KAJ et un éphémère *Jeune Chômeur JGS*, publié par les Jeunes Gardes Socialistes.

Pour diffuser ses vues, la JOC utilise également les publications de la branche féminine et les colonnes de la presse démocrate chrétienne. Ses Editions publient cinq brochures sur le problème des jeunes chômeurs. La plus retentissante est *Clochards*, récit de l'expérience courageuse de Julien Walgraffe, qui partage la vie des sans-travail, pour en montrer les difficultés. Les jocistes consacrent des émissions de radio, nationales et régionales, à leur campagne en faveur des sans-emploi. Les manifestations de masse culminent en février 1935, lors de la Quinzaine des jeunes chômeurs : aux nombreuses réunions

destinées aux membres privés de gagne-pain, s'ajoutent vingt-quatre meetings, tenus dans la partie francophone du pays.

L'action concrète prend néanmoins le dessus sur le combat d'idées. Dès 1930-1931, les sections tentent d'aider leurs membres touchés par la récession. A partir de la fin de 1932, l'assistance se coordonne au plan fédéral, au sein de permanences. La même année, un service national d'aide aux jeunes chômeurs est créé par Paul Garcet. Il est dirigé successivement par René Javaux, Joseph Verhoeven et Julien Walgraffe. De la base au sommet, toute l'organisation cherche des solutions aux problèmes qui lui sont soumis.

Les réalisations sont très diverses : visites aux camarades éprouvés, repérage des emplois vacants, distribution de secours financiers, alimentaires et vestimentaires, occupations utiles proposées aux sans-travail, recherche de logements pour les adolescents chassés du toit familial, etc... La plupart de ces activités naissent spontanément, avant d'être peu à peu encadrées par le mouvement. Associations caritatives, œuvres paroissiales, firmes privées et administrations communales apportent leur concours à ces initiatives.

Les filles prennent aussi conscience de l'acuité du problème, qui touche leur père, leurs frères ou leur fiancé. A son tour, la JOCF crée des services d'entraide dans les régions où les besoins sont manifestes. Ailleurs, la solidarité prend une forme plus personnalisée : chaque militante fait face aux difficultés qu'elle découvre dans son entourage, par exemple en procurant des vêtements à ses compagnes.

Le bilan de ce travail de fourmis est impressionnant. De 1931 à 1936, 9.500 emplois vacants sont repérés et signalés. Plus d'un million de francs sont distribués aux chômeurs en 1935. Une cinquantaine de vestiaires fournissent vêtements et chaussures. Une vingtaine de centres d'approvisionnement répartissent bons de repas, vivres et charbon. Des milliers de visites médicales gratuites sont organisées, avec le concours de la Société belge Saint-Luc. Enfin, une foule d'activités éducatives et sociales voient le jour à l'intention des sans-travail.

Il faut cependant s'engager plus avant. Pour donner aux jeunes chômeurs une chance de refaire surface, la JOC organise des camps. Ces initiatives impliquent de gros sacrifices financiers. Le service national, les fédérations et les sections y consacrent une part de leurs recettes. La branche féminine participe à l'effort commun par la vente de petits objets, confectionnés par ses militantes, et par le produit de fancy-fairs.

A la différence des autres organisations de jeunesse ouvrière, la JOC et la KAJ n'attendent pas les subsides du pouvoir politique (1935) pour relever le défi. Les Liégeois donnent l'impulsion. Dès juillet 1931, leur fédération établit un premier camp à Quarreux, dans la vallée de l'Amblève. Celui-ci est transféré à Nonceveux (1934), puis à Lorcé (1936).

Les Verviétois ne veulent pas être en reste. Au début de 1932, un camp est établi à Tancremont, avec la collaboration des Bénédictins de l'Union des Eglises. Dirigés par Henri Lentz, les jocistes aménagent le site, doté d'un petit sanctuaire. Le centre est fermé au début de 1934, après expropriation par la Défense Nationale.

La réussite de ces deux expériences, dont les francophones sont les pionniers, incite la JOC et la KAJ à fonder conjointement le camp de Tourneppe, à l'automne de 1932. Suggérée par Garcet, l'entreprise doit permettre l'aménagement d'un Centre d'études et de recollections, dans un domaine acheté à crédit en septembre 1931. La direction de l'établissement est confiée à Pierre Blaze et au Père Arts s.j. Réorganisé en centre national (1935), le camp de Tourneppe reçoit surtout des Bruxellois des deux régimes linguistiques. A partir de 1936, il est affecté à d'autres activités. Peu après l'octroi des subsides gouvernementaux, la JOC et la KAJ ouvrent ensemble un préventorium pour jeunes chômeurs en mauvaise santé à Völkerich-Gemmenich, le 15 octobre 1935.

Des centaines de sans-travail francophones sont reçus dans les camps jocistes. Ils y retrouvent santé et confiance en soi. Toutefois, les formalités requises par les administrations publiques et une campagne de dénigrement, menée par les Jeunes Gardes Socialistes, semblent avoir rebuté les hésitants. Les mesures anti-crise, introduites par le gouvernement Van Zeeland, suivent de peu le développement des centres pour sans-emploi. C'est pourquoi ceux-ci, confrontés par ailleurs à certains problèmes de recrutement, perdent progressivement leur raison d'être.

Si elle ne se poursuit guère au-delà de 1936, l'expérience s'avère enrichissante pour le mouvement. Elle confirme, tout d'abord, la justesse d'une de ses intuitions fondamentales : les jeunes travailleurs sont capables de se prendre en charge. Ainsi à Tourneppe, ils construisent leurs logements, en fabriquent le mobilier, creusent une piscine et tracent des sentiers, tout en assumant les tâches quotidiennes, y compris la cuisine.

Les camps de jeunes chômeurs permettent aussi d'éprouver un nouveau style de vie, que la JOC voudrait adapter à l'ensemble de l'adolescence salariée : le travail manuel est enrichi par l'étude, la

réflexion collective, la prière et la pratique des sports. Enfin, ces centres sont des écoles de démocratie : chacun a son mot à dire au sein du groupe, puis fait part de ses appréciations lors du retour en famille. Les résultats obtenus incitent à aller de l'avant en d'autres domaines.

Les malades ou l'offrande pour le monde du travail

L'insalubrité des logements, les carences alimentaires et les conditions de travail éprouvantes propagent la tuberculose à l'état endémique. En grand nombre, les jeunes de milieux populaires doivent être soignés en sanatorium. D'autres sont frappés par des maladies professionnelles ou des accidents. Durant des mois, ils sont cloués sur un lit d'hôpital. La souffrance physique s'accompagne d'une grande détresse morale.

Les jocistes malades sont des militants à part entière. Bien plus, le mouvement les présente souvent comme de nouveaux saints laïcs, issus de la jeunesse travailleuse : ils offrent leur vie en chrétiens pour le salut de la classe ouvrière. Souffrant lui-même, en 1952, Cardijn magnifie leur rôle en ces termes :

C'est ici que la transformation personnelle opérée par la JOC atteint sa plus haute cime. Des malades qui, hier, se croyaient des damnés de la terre, des réprouvés et des fardeaux pour les autres, ont compris petit à petit la valeur rédemptrice de leur maladie ; ils ont découvert leur vocation de malades, membres souffrants du Corps Mystique, contribuant par leur sacrifice au salut de leurs frères. Ils ont compris qu'ils étaient les plus apôtres des jocistes, l'avant-garde de l'armée jociste missionnaire, ceux qui devaient mériter pour les autres le courage, la persévérance, la générosité et la conversion ⁽¹⁶⁾.

Dans les sections et les fédérations, la solidarité envers les malades se manifeste spontanément. Il importe de coordonner les initiatives. Au plan national, les garçons en confient la responsabilité à Mariette Robberechts, une infirmière, et à Clodomir Desmet, président de la sous-fédération de Templeuve. Sous leur impulsion, l'action devient plus systématique, dès 1931. Avec ses propres forces, la JOCF fait de même, quelques années plus tard.

16. J. CARDIJN, *Héroïsme et co-rédemption*, dans *Bulletin d'information de la JOC internationale*, septembre 1952.

Le service s'adresse, en fait, aux malades du nord et du sud du pays : souvent, les établissements de soins accueillent des travailleurs de différentes régions. Des visites sont organisées à domicile, dans les hôpitaux et les sanatoriums. Des militants correspondent avec des jeunes alités. Ceux-ci reçoivent colis, livres et illustrés. Des après-midi récréatives sont mises sur pied à leur intention.

Les témoignages d'amitié, donnés au jour le jour, se doublent d'une assistance très concrète. La JOC paie parfois une partie des frais d'hospitalisation. Aux plus démunis, elle procure vêtements, linge, papier à lettres, fruits, biscuits et chocolat. Le mouvement se charge de démarches administratives auprès des mutuelles, des services d'assistance et de secours. En fait, les malades donnent plus au jocisme qu'ils n'en reçoivent : à leur manière, rappelle Cardijn, ils sont *des lutteurs vaillants et héroïques pour le sauvetage de la jeunesse ouvrière* ⁽¹⁷⁾.

Les soldats

L'armée est un milieu de vie où se retrouvent maints jeunes travailleurs, à un tournant de leur existence. Or souvent, les longs mois passés à la caserne ne sont guère épanouissants. A de multiples reprises, les jocistes déplorent les pertes de temps, la mauvaise qualité de la nourriture et des soins de santé, les humiliations infligées par les gradés, le climat d'immoralité.

Dès les débuts du mouvement, des militants exercent un apostolat fécond parmi leurs compagnons de régiment. Jacques Meert, soldat de la classe 1922, a consigné ses expériences durant son séjour en garnison. Sur la base de ses notes, il élabore des schémas, qu'il amplifie avec un petit groupe d'amis. Ainsi naît le *Manuel du Soldat*, publié dès 1927. Son succès lui vaut plusieurs éditions et traductions en langues étrangères. Il inspire des réalisations similaires dans d'autres mouvements de jeunesse.

Au cours de son service militaire (1930-1931), Joseph Verhoeven ressent le besoin d'une action plus méthodique. Revenu à la vie civile, il est chargé par la JOC de créer un véritable service des soldats, avec organisation nationale, régionale et locale. Un plan de travail est élaboré, puis systématiquement mis en œuvre : il prévoit la tenue de cercles d'étude, la réalisation d'enquêtes, diverses initiatives visant à améliorer la moralité dans les chambrées, la vie religieuse dans les ca-

17. *Ibid*, p. 3.

sernes et les loisirs de la troupe. Un programme de revendications est diffusé par la presse du mouvement. Sous le pseudonyme de *Factionnaire du Coin*, Joseph Verhoeven tient une rubrique régulière dans *JOC*.

Au fil du temps, les réalisations se multiplient. Des journées régionales pour futurs miliciens se tiennent dans différentes fédérations. Un coffret du soldat — comprenant notamment un missel, un chapelet, du papier à lettres et un nécessaire de couture — est largement diffusé. Les informations collectées par les jocistes permettent de mener des campagnes de presse de plus en plus vigoureuses : en 1934, l'organe de la branche masculine publie une série d'articles accablants sur la santé à l'armée.

Au début, l'action jociste se heurte à une opposition assez vive. Joseph Verhoeven rapporte à ce propos :

Du côté des aumôniers militaires, il y avait la crainte que nous devenions des antimilitaristes, des agitateurs qui répandraient un mauvais esprit. En réalité, la plupart d'entre eux étaient plus militaires qu'aumôniers : ils se posaient en défenseurs inconditionnels de l'armée, plutôt que de nous aider à transformer ce milieu. De nombreux officiers et sous-officiers agissaient de la même manière.

A plusieurs reprises, la JOC dénonce les repréailles exercées à l'encontre de militants, qui osent formuler des plaintes.

Peu à peu, cependant, les relations avec les autorités militaires s'améliorent. Joseph Verhoeven est reçu par Albert Devèze, ministre de la Défense nationale, et par le général Van den Bergen, chef d'état-major. Il leur expose les revendications du mouvement. Ces entretiens sont à l'origine de circulaires ministérielles sur les loisirs des soldats, publiées en 1937. A sa manière, la JOC contribue à la naissance du service éducatif de l'armée.

Les loisirs

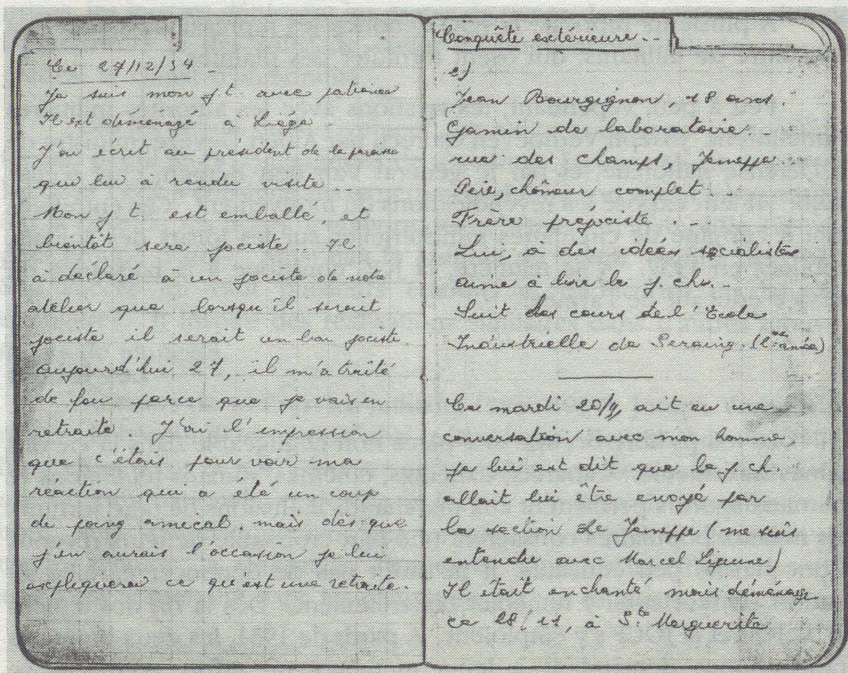
Le temps libre occupe une place non négligeable dans la vie des jeunes travailleurs. Cabarets, dancings, cinémas, romans-feuilletons et journaux sportifs permettent aux marchands d'illusions de faire fortune. Les milieux populaires consacrent une part croissante de leurs revenus à ces plaisirs peu éducatifs. Il ne suffit pas de dénoncer pareille situation. Il faut aussi y remédier concrètement. Dès la fin des années 20, la JOC et la JOCF s'y emploient. A partir de 1931, les deux branches francophones demandent à leurs membres un effort accru en ce domaine.

Les difficultés de l'action à l'armée

Pendant la seconde partie de mon service militaire, j'étais planton cycliste à l'inspection générale de l'infanterie. Je consacrais tous mes loisirs à mon activité jociste. Le capitaine était assez intrigué par le fait que je lisais et que j'écrivais tout le temps, pendant les périodes creuses, alors que mes collègues fumaient des cigarettes et ne fichaient rien du tout. Cela le tracassait. Il se demandait : qu'est-ce qu'il fabrique ?

Un jour que je rentrais de course, je fus appelé au bureau du capitaine. En entrant, je vis immédiatement qu'il avait sur la table mon dossier *Service militaire*, dans lequel se trouvaient toutes sortes de faits que j'avais notés et les schémas de causeries que j'avais faites à ce sujet. C'étaient des schémas où on lisait par exemple : les chefs incompetents, ignorants, immoraux..., autant de choses que je nuançais lors de mes exposés. Le capitaine était fou furieux. Il m'a dit : "Préparez vos affaires. Je vais vous mettre aux arrêts provisoires". A un moment donné, il a dû prononcer le mot de Conseil de guerre. Heureusement, son supérieur, le commandant de compagnie, a pu tout arranger !

Témoignage de Jacques Meert, 1971



AJOC. Carnet de militant de Maurice Jaminon, 1934.

De toutes parts, les idées fusent. Les initiatives préexistantes sont amplifiées. D'autres commencent à voir le jour. Les jocistes organisent des bibliothèques, des chorales, des groupes de danse folklorique et des rencontres sportives. Ils mettent sur pied des fêtes d'été, avec jeux, et des fêtes d'hiver, avec spectacles et soirées récréatives. Promenades, excursions et rallyes cyclistes se multiplient durant la bonne saison.

Les loisirs en sections renforcent l'amitié et l'esprit de corps. Ils sont des occasions de recrutement : tel futur président national n'est-il pas devenu jociste, en 1935, pour prendre part aux matches de football organisés par un groupe local ? Très prisés, les rallyes cyclistes permettent d'exhiber fanions et insignes. Lors des haltes, les chants, les chœurs parlés et les sketches, joués sur une place de village, sont autant de moyens de propagande.

Les homes et abris sont les buts privilégiés des excursions. Des groupes y séjournent durant quelques jours, à l'occasion de périodes de détente. Il en est ainsi du domaine de Tourneppe, aménagé par les chômeurs. En été, cinquante à soixante pensionnaires peuvent loger au home de Bassenge. Ouverts par la fédération de Liège, le chalet de Nonceveux, près des Fonds de Quarreux, et le wagon-abri de Palogne, au bord de l'Ourthe, sont accessibles chacun à une dizaine d'excursionnistes. Les maisons de Malmedy, Housse et Devant-le-Pont peuvent également remplir une fonction similaire.

Graduellement, la JOC et la JOCF se dotent ainsi d'une infrastructure destinée à la fois à la formation et aux loisirs. Avant même la loi sur les congés payés (1936), elles commencent à populariser le tourisme social.

La Centrale Jociste

Les services généraux de la JOC et de la KAJ sont établis à la rue des Palais, dans un immeuble acquis avec le concours de la famille de Dorlodot (1928). Six ans plus tard, la place manque déjà.

Cardijn rêve alors d'une *Centrale Jociste ayant pignon sur rue, située à un carrefour où toute la population la verrait, comprendrait son but et sa signification* ⁽¹⁸⁾. Des bâtiments sont en vente à proximité de la gare du Midi. Après avoir abrité la bonneterie *Patria*, ils viennent d'être remplacés par un building, pour lequel la famille Le Hardy de

18. M. FIEVEZ et J. MEERT, *Cardijn*, Bruxelles, 1969, p. 99.

Beaulieu demande la coquette somme de quinze millions. Le mouvement est intéressé par cette acquisition, mais les ressources lui font défaut.

La manière dont Cardijn s'y prend pour réaliser son projet passera dans la légende. Au début de 1934, il demande la cession de l'immeuble par donation. Stupéfaction de ses amis et des propriétaires. En un tournemain, l'audacieux chanoine obtient satisfaction, à charge pour la JOC et la KAJ de payer, outre l'aménagement, les frais d'acte et les charges fiscales. Sous la conduite de Jacques Meert, les plans de transformation sont rapidement dressés et exécutés. La Centrale ouvre ses portes le 30 mai 1935, à la veille du congrès jubilaire. Elle est solennellement inaugurée le 3 juin.

Avec ses 47 mètres de façade et ses 9.000 mètres carrés de surface utile, l'immeuble forme un bloc imposant aux larges vitres. Il est dominé par la statue géante d'un jeune travailleur, dont les mains tendues vers le ciel portent l'écusson du mouvement. Les murs abritent les secrétariats nationaux et régionaux de la JOC et de la KAJ, avec bureaux, salles de réunion, chapelle. Un home de 250 chambres, doté d'une bibliothèque, de salles de lecture et de jeux, est aménagé à l'intention des jeunes de province qui, en semaine, logent à Bruxelles. Un restaurant économique de 600 places, une grande brasserie occupent le sous-sol et le rez-de-chaussée. La Centrale Jociste reçoit quotidiennement plus de 2.000 personnes. Elle devient le point de ralliement de tous ceux qui cherchent lieu de rencontre, abri, information et service.

De tels travaux impliquent des dépenses considérables. Chacun y contribue à sa manière. Tout militant est invité à payer une brique. Chaque section s'efforce de couvrir le prix d'aménagement d'une chambre. La JOCF organise la vente de la fleur de la Centrale, tandis que la branche masculine commercialise un insigne, représentant la statue qui couronne l'édifice. Les anciens alimentent les souscriptions de leurs dons. Des appels sont lancés à l'opinion catholique, pour qu'elle verse son obole. Grâce à son concours, la Centrale Jociste devient le quartier général du mouvement.

Rechristianiser le monde du travail

La JOC et la JOCF stimulent la vie religieuse de leurs membres, conçue sur un modèle radicalement neuf. Dans les années 30, elles précisent le rôle des aumôniers par rapport à la vie du mouvement. Afin de ramener la classe ouvrière au Christ, elles organisent des pèlerinages et des campagnes pascales.

Le rôle des aumôniers

Au sein de ses différentes branches, la JOC forge un christianisme adulte, en un temps où, à l'intérieur de l'Eglise, la plupart des laïcs subissent le paternalisme et l'autoritarisme des clercs. Encore faut-il que, dans les fédérations et les sections, les jeunes travailleurs aient le champ libre, sans être perpétuellement sous la coupe des aumôniers.

Au départ, rares sont les prêtres bien préparés à œuvrer dans les mouvements d'Action Catholique. De lourds handicaps s'inscrivent, en effet, au passif de leur formation cléricale :

Relevons pour commencer le manque de netteté dans la conception même de l'Action Catholique : si le terme est reçu, la chose est profondément ignorée (...). Le rôle essentiel et conquérant du laïcat dans la vie de l'Eglise (...) n'est pas une conception courante et assimilée ; et les conséquences de cette déficience peuvent être graves : on appellera "Action Catholique" n'importe quoi (...), l'essence même de la méthode jociste sera méconnue ou mal appliquée (...).

Une autre déficience est l'ignorance de la réalité : beaucoup de séminaristes ne se rendent pas compte de la situation, des conditions de vie du monde moderne ; en conséquence, ils ne se posent pas ou se posent mal le problème de la rechristianisation de cette vie par la conquête du milieu ⁽¹⁹⁾.

Il y a plus. Leur statut d'intellectuels et l'exemple de confrères plus âgés confortent de nombreux prêtres dans le sentiment de leur supériorité. Habités à contrôler tous les rouages de la paroisse, ils

19. A. HEROUFOSSE, *Séminaire de Liège*, dans *Semaine d'Etude Internationale de la JOC 1935*, op. cit., p. 206-207.

entendent conserver la haute main sur les œuvres, auxquelles ils assimilent la JOC. Rien ne les prédispose à la collaboration avec des laïcs, *a fortiori* lorsque ceux-ci sont des jeunes travailleurs. Les difficultés rencontrées par le jocisme féminin sont plus grandes encore. Une ancienne militante rapporte à ce propos :

La JOCF avait généralement 1° des curés, non des vicaires ; 2° des vieux, souvent de 50 ans et plus. On avait peur que les filles "courent" avec les vicaires. De plus, on considérait que des ouvrières n'étaient pas capables : il fallait leur donner quelqu'un qui sache... La femme, moins encore la jeune fille, n'avait pas de place dans l'Eglise.

Peu à peu, cependant, les mentalités évoluent. Des jeunes prêtres découvrent les problèmes sociaux. Avec inquiétude, ils voient l'adolescence salariée se détourner de la foi. Les formes traditionnelles du ministère paroissial leur semblent désuètes ou étriquées. En la personne de Cardijn, le sacerdoce prend un tout autre visage : audace, non-conformisme, enthousiasme, amour des jeunes travailleurs dans la fidélité à l'Eglise. Au plan pastoral, le jocisme ouvre une voie nouvelle, sans doute plus exigeante, mais aussi plus épanouissante. Dès lors, nombreux sont les *petits vicaires* qui créent des sections de garçons.

Dans la pratique, ils font l'expérience de rapports nouveaux avec la jeunesse ouvrière. Ils consacrent du temps à la former. Discussions sur la section, échanges de vues sur des lectures, conversations spirituelles, aide apportée à un militant pour la préparation d'un exposé ou rédaction d'un article sont autant d'occasions de rencontre et de découverte...

Entre 1930 et 1935, la JOC commence à mettre l'accent sur la formation des aumôniers et l'éveil des séminaristes. Adjoint à Cardijn pour les deux branches masculines de Belgique (1932-1940), l'abbé Robert Kothen se charge de cette tâche, qu'il accomplit avec rigueur et méthode. Outre la formation des permanents et la supervision du *Bulletin des Dirigeants*, il est la cheville ouvrière des *Notes de Pastorale Jociste*. Jacques Leclercq décrit son action en ces termes :

Il organise, organise, organise (...). C'est M. Cardijn qui parle, traçant la voie, orientant les esprits ; M. Kothen amène les participants, organise la réunion et prépare la suivante, qui prolongera la précédente ⁽²⁰⁾.

Ce travail porte ses fruits. En réalité, la *conquête du clergé* se réalise en cascade. La flamme de Cardijn et la rigueur méthodique de

20. Jacques LECLERCQ, *L'abbé Robert Kothen. Une vie de prêtre*, Namur, 1958, p. 137.

son adjoint se communiquent aux aumôniers régionaux : Cardolle, Romedenne, Vaessen, Mortier, Renauld et bien d'autres encore. A leur tour, comme par contagion, ces derniers gagnent à la JOC d'autres confrères, dans les paroisses et les écoles techniques.

Par touches successives, le mouvement jociste peut alors tracer le portrait de deux types d'aumôniers : l'ancien, qui est homme à tout faire, et le nouveau, qui se veut accompagnateur spirituel. Chaque aumônier est invité à passer graduellement du premier modèle au second.

L'homme-orchestre cumule les défauts de certains ecclésiastiques bien intentionnés, auxquels les militants sont encore confrontés. Il se substitue aux dirigeants, usurpe des tâches administratives, s'immisce dans les services, parle beaucoup et souvent à mauvais escient. A la longue, il paralyse la section ou décourage les meilleurs de ses membres, las de cette tutelle.

Le second modèle est très différent. L'aumônier idéal suscite la participation de tous. Il entretient l'enthousiasme, valorise chaque initiative. Il forme les jeunes travailleurs de manière pratique et vivante, pour qu'ils *conquière*nt les milieux auxquels le clergé n'a pas accès. Il conseille, encourage, en laissant leur autonomie à tous. Il alimente la vie spirituelle en profondeur et met l'accent sur le vécu lié à la foi en Jésus-Christ.

Si elle constitue l'idéal à atteindre, cette seconde image commence à prendre corps dans la réalité. Dans les fédérations, au contact des sections, des aumôniers *se convertissent* au projet jociste. Lors des semaines d'étude, ils acceptent sans rechigner la place qui leur est assignée : au fond de la salle, sans droit de monter à la tribune... Pour ces prêtres, le mouvement est une véritable école. Nombre d'entre eux seront, par la suite, d'excellents aumôniers dans les organisations d'adultes.

Les pèlerinages

Rome est le cœur de la chrétienté. Depuis 1925, Cardijn y va presque chaque année, pour faire rapport au Pape et lui soumettre les questions que pose l'extension du mouvement. Lorsque Pie XI invite les jocistes à se rendre dans la Ville Eternelle, la nouvelle est accueillie avec effervescence en Belgique. Nul, parmi ces jeunes travailleurs, n'a jamais séjourné à l'étranger. Beaucoup n'ont même pas vu la mer, ni la capitale ! Cardijn balaie les objections : à ses yeux, elles sont autant de raisons supplémentaires pour relever le défi.

Les garçons, les premiers, sont invités par le Souverain Pontife. La célébration d'une Année Sainte extraordinaire n'est pas sans influence sur le choix de 1929. Un ancien se souvient de l'écho que reçoit l'annonce du pèlerinage :

J'étais à la semaine d'étude de Basse-Wavre, le 15 août 1928, lorsque Cardijn, dans son discours final, lança son "grand rêve" et avec le millier de participants, je fus transporté d'enthousiasme lorsqu'il s'écria : "Je vous donne rendez-vous l'an prochain à Rome, chez le Pape". Je décidai que j'y serais. J'avais alors dix-sept ans. A partir de là, je commençai à épargner en vue de remplir ma cagnotte ⁽²¹⁾.

Durant douze mois, le voyage est préparé dans la fièvre : la perspective de se rendre à Rome est un puissant levier d'animation. Au terme d'une mobilisation intense, près de quinze cents jocistes — francophones et néerlandophones — débarquent dans la ville, le 27 septembre 1929. En costume de travail, avec leurs outils et des cadeaux faits de leurs propres mains, ils sont reçus par Pie XI pendant trois heures. Le Pape les invite à aller de l'avant comme *missionnaires de l'intérieur*. L'audience pontificale fait grande impression, sur les participants comme sur l'opinion publique. La visite de la Cité du Vatican et de la Rome antique sont, pour ces jeunes travailleurs, des moments inoubliables.

A l'automne de 1931, c'est le tour des filles : 600 francophones et 900 néerlandophones, qui représentent chacune leur section, partent pour l'Italie. Le voyage est extraordinaire : traversée en bateau du Lac des Quatre Cantons, visites de Milan, Rome et Assise. Une nouvelle fois, la rencontre avec le Pape est le temps fort du pèlerinage. A cette occasion les habitudes vaticanes sont bouleversées : la tenue jociste et le béret remplacent la robe longue et la mantille, jusqu'alors exigées des groupes féminins. Quelques mois plus tard, les garçons se rendent à Lourdes et à Lisieux.

Ces manifestations ont, avant tout, une portée religieuse : chacune d'elles est *un acte public et solennel par lequel le mouvement affirme, à la face du monde, sa volonté de ramener la classe ouvrière au Christ et à l'Eglise* ⁽²²⁾. La dimension culturelle est également fort importante : les participants traversent des pays étrangers, visitent des villes, des sites archéologiques, des monuments et des musées. Les voyages sont, enfin, des défis qui révèlent l'ampleur du travail éducatif réalisé

21. J. VERHOEVEN, *Joseph Cardijn, prophète de notre temps*, Bruxelles, 1971, p. 37-38.

22. AC, 361. Notes pèlerinages, [1931].

par la JOC et par la JOCF. Ceux qui partent sont les délégués d'une jeunesse ouvrière nouvelle. Par leur intermédiaire, celle-ci prouve qu'elle est capable de réaliser des projets d'envergure. Elle pousse le souci de sa dignité jusque dans les moindres détails : à l'arrivée, les trains doivent être plus propres qu'au départ... et ils le sont !

Pour les militantes et les militants, le pèlerinage est d'abord une gageure personnelle. Une ancienne rapporte à ce propos :

Pour celles qui travaillaient, il y avait un problème de congé. Il fallait prendre des arrangements avec le patron. Parfois, ce dernier se scandalisait en objectant : mais que diable allez-vous faire là-bas ? On devait aussi convaincre les parents, les papas surtout, de laisser partir leurs enfants. Cela n'allait pas tout seul. Il fallait quelquefois multiplier les visites à domicile, arracher leur consentement. Et puis, le voyage coûtait cher (1500 francs en 1931). Nous devions économiser franc par franc. La section nous aidait en organisant des tombolas, des fancy-fairs et des collectes.

Une fois le financement assuré, il importe de préparer les participants à l'événement tant attendu : exposer le sens du pèlerinage, expliquer son déroulement, présenter les villes et les pays traversés, régler par le menu les multiples problèmes d'organisation. Toutes ces tâches impliquent une grande dépense d'énergie.

Après tant d'efforts, le voyage lui-même est un émerveillement. Le temps passe trop vite. La joie et la fierté effacent la fatigue. Elles éclatent lors des moments privilégiés dont Cardijn ponctue chaque pèlerinage. Une ancienne se souvient :

Au Colisée, il nous a haranguées, comme lui seul savait le faire. Il nous a dit : "Pour reconquérir la classe ouvrière au Christ, vous devez savoir tout supporter avec courage : les quolibets, les persécutions, les contradictions dans la famille. Vous devez être capables d'agir comme toutes ces saintes qui, ici-même, ont été dévorées par les lions. Comme saint Paul, vous devez pouvoir être emprisonnées pour votre idéal". Il nous inculquait ainsi une mentalité de pionnières.

Rien d'étonnant, dès lors, si les militantes et les militants rentrent au pays gonflés à bloc. Leur enthousiasme rejaillit sur l'ensemble du mouvement. Le pèlerinage n'est pas un but en soi, il est un nouveau point de départ.

Les campagnes pascales

La pratique pascale est le dernier lien que maints travailleurs gardent avec la religion. La JOC veut s'en saisir, pour lui rendre sa pleine signification. Par la célébration de la mort et de la résurrection du Christ, elle entend montrer à la classe ouvrière pourquoi ce devoir est sacré, puis comment il doit être prolongé, dans la vie de tous les jours, par d'autres sacrements.

Les campagnes pascales remontent à l'année 1928. Durant son service militaire à Hasselt, le Liégeois Julien Walgraffe a l'idée d'organiser une communion pascale en groupe pour les miliciens de la caserne. L'année suivante, la JOC de Liège fait de même pour la garnison de la cité mosane : plus de 700 soldats répondent à son appel. En 1930, ils sont un millier de participants.

Pourquoi ne pas tenter au plan local ce qui réussit à l'armée ? La section de Bressoux est la première à s'engager dans cette voie. En 1931, l'abbé Pierre Bentein, adjoint de l'aumônier régional, est au point de départ de l'expérience. Un militant relate cet épisode haut en couleurs :

Nous avons un petit local au-dessus de la sacristie, mal fichu et poussiéreux. L'abbé Bentein nous dit : "Il pue ici". On ouvre la fenêtre. Il poursuit : "Non, non, c'est vous qui puez le renfermé. Vous êtes entre vous, mais les jeunes travailleurs peuvent se pendre, cela ne vous intéresse pas". Il nous a émoustillés. On s'est partagé la commune pour faire le relevé de tous les jeunes travailleurs. Nous en avons découvert 500. Nous les avons invités, un à un, à la communion pascale. Nous étions 250 à l'église.

Les deux branches de la fédération liégeoise reprennent l'initiative à leur compte, en 1932. Les résultats obtenus incitent la JOC et la JOCF à lancer une campagne pascale nationale, en 1933. A chaque militante et militant, le mouvement demande de s'afficher comme tel dans son milieu de travail, généralement indifférent ou hostile : *oser être soi-même* est le premier pas. La campagne coïncide avec l'Année Sainte, décidée par Pie XI pour célébrer le dix-neuvième centenaire de la mort du Christ. Depuis lors, elle est entreprise tous les douze mois.

L'ACJB et l'ACJBF (1934), puis la LNTC et les Ligues Ouvrières Féminines Chrétiennes (1935), reproduisent l'initiative jociste dans leurs milieux respectifs. A la JOC, les campagnes pascales commencent à

prendre moins d'importance, en raison des autres priorités que se donne le mouvement, dès 1937-1938. Durant la seconde guerre mondiale, elles s'axent plus sur le recrutement que sur la communion. Dans les années 1950, ces activités demeurent au programme, mais elles perdent une bonne part de leur caractère mobilisateur.

Chaque campagne pascalle exige un effort qui s'étale sur six semaines. Les fichiers des sections sont mis à jour. Des invitations sont remises personnellement aux jeunes travailleurs et travailleuses de la localité. Par milliers, les journaux spéciaux *Révolution* (JOC) et *Revivre* (JOCF) sont diffusés dans les milieux de travail, en rue, sur les marchés, dans les transports en commun, les casernes et les files de pointage. Des tracts, avec la prière du Vendredi Saint, sont également distribués dans les gares.

A l'approche de Pâques, les jocistes multiplient les *promesses*, résolutions personnelles qu'ils prennent pour approfondir leur vie chrétienne. L'un s'engage à se rendre à la messe tous les jours, un autre à ne pas fumer durant la Semaine Sainte, une autre encore à *conquérir* ses trois compagnes de travail.

Une semaine avant la fête, les sections de JOCF tiennent une assemblée générale, pour préparer la célébration en famille. A une époque où les relations entre parents et enfants manquent de chaleur en milieu ouvrier, manifester son affection, c'est modifier le climat qui imprègne la cellule de base de la société. Les jeunes travailleuses s'exercent à dresser une belle table, à colorier des œufs et à cuire des brioches. Les locaux jocistes sont ornés en prévision du déjeuner pascal, qui suivra l'office du dimanche.

Dans le même temps, les jocistes sillonnent une dernière fois les quartiers, pour rallier les indécis ou accompagner les hésitants à confesse. Les sections organisent une veillée pascalle, avec renouvellement des vœux de baptême.

Le Vendredi Saint est un jour particulier. Depuis 1935, suivant l'exemple donné l'année précédente par des *Kajotters*, des jocistes observent une minute de recueillement à trois heures. Quelques-uns obtiennent une interruption de travail à l'heure dite : les machines s'arrêtent, les ouvriers et les ouvrières s'agenouillent, tandis que la sirène hurle. D'autres, qui ne peuvent faire de même, posent une croix de bois ou de papier sur leur établi et prient en poursuivant leur labeur.

Dès 1934, les hommages à la croix, organisés en sections ou aux portes des usines, aident à redécouvrir le mystère de la mort et de la résurrection du Christ. Une participante liégeoise relate un de ces épisodes :

Cela s'est passé en 1935, à la Linière Saint-Léonard, un des milieux les moins relevés pour les conditions de travail et la moralité. A la sortie de l'usine, nous avons enlevé les charrettes qui se trouvaient à cet endroit. Nous avons placé une grande croix en papier sur le mur. A la fin de la journée, nous avons ameuté les ouvriers, puis nous avons fait l'hommage. Plusieurs ouvrières jocistes sont venues rejoindre l'équipe du chœur parlé devant leurs compagnes de travail.

Le jour de Pâques ou le dimanche suivant, les jocistes vont chercher les jeunes travailleurs et jeunes travailleuses pour la messe, où tous communient en groupe. Vient ensuite le déjeuner, suivi de chants, de jeux et de farandoles. Ces rencontres donnent lieu à des adhésions nouvelles.

L'impact des campagnes pascales de la JOC et de la JOCF n'est pas négligeable. En 1933, la branche masculine estime à près d'un millier, la JOCF à 877, les retours à la pratique religieuse dus à leur action. A ces résultats s'ajoutent des baptêmes, premières communions et confirmations. Sur ce plan aussi, le mouvement tient parole.

Rivalités et collaborations

A mesure qu'elles se développent, la JOC et la JOCF se heurtent à d'autres mouvements de jeunesse, socialistes et catholiques. Elles gardent des relations ambiguës avec l'ACJB. Au même moment, elles sont acculées à définir plus clairement, mais dans un sens restrictif, leurs rapports avec la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens. Leur expansion n'est pas exempte de tensions, ni de malentendus.

Heurts avec les JGS

Par son implantation progressive dans la classe ouvrière, le jocisme concurrence directement la Fédération Nationale des Jeunes Gardes Socialistes. Il s'affirme comme mouvement religieux et social, scindé en branches masculine et féminine. Les JGS forment, au contraire, une organisation politique située dans la mouvance du POB, théoriquement mixte, mais où les filles sont peu représentées. Dès la fin des années 1920, les deux courants accroissent sensiblement leurs effectifs. Ils se disputent la prééminence au sein de l'adolescence salariée.

Rapidement, le ton monte entre jocistes et Jeunes Gardes, dans la presse comme dans les entreprises. En 1930, leur rivalité se mue en guerre ouverte. A partir de février 1931, les JGS, emmenés par Fernand Godefroid, leur secrétaire général, font un pas de plus dans l'escalade : ils lancent une vigoureuse *croisade anti-jociste*, qui dure près de cinq ans. Les Faucons Rouges — la branche culturelle des Jeunesses Socialistes — refusent de s'y associer : ils considèrent que cette campagne est inutilement agressive, en tout cas peu formative.

Fernand Godefroid n'en a cure. Il édite une brochure, largement diffusée, pour dénigrer le mouvement concurrent⁽²³⁾. Des *meetings anti-jocistes* sont organisés à travers toute la Wallonie. Des tracts et des papillons hostiles sont distribués en grandes quantités. Aux plans national, régional et local, la presse socialiste publie des centaines d'articles, qui attaquent violemment l'organisation chrétienne. Elle lui reproche de trahir la classe ouvrière. Tour à tour, elle dénonce *l'hypocrisie des dirigeants jocistes, la faiblesse de leur programme, la connivence de leurs troupes avec le cléricalisme, la bourgeoisie réactionnaire, les marchands de canons et les syndicats jaunes*⁽²⁴⁾.

Mal soutenues par les journaux catholiques, la JOC et dans une moindre mesure la JOCF, contre-attaquent avec des arguments aussi sommaires. A les en croire, le socialisme est moribond. Ses adhérents déchristianisent la classe ouvrière, sapent les bases de toute moralité, cautionnent le harcèlement sexuel des jeunes travailleuses et les brimades infligées aux apprentis. Par leurs méthodes sectaires, ils s'apparentent aux fascistes ; la couleur des uniformes ne diffère que pour donner le change.

Ici et là, des militants ne s'en tiennent pas aux anathèmes. Dans les deux camps, des insignes sont arrachés, des journaux déchirés, des affiches lacérées. Quelquefois même, des coups sont échangés. Par journaux interposés, jocistes et socialistes s'accusent mutuellement de *persécution* et de *lâches attentats*.

Rares sont ceux qui gardent leur sang-froid en ces temps d'intolérance. Aux invectives, quelques-uns préfèrent, néanmoins, le dépistage des erreurs commises dans leur propre mouvement. Leurs propos sont généralement mal accueillis : pour les esprits manichéens des deux bords, l'autocritique fait nécessairement le jeu de l'ennemi.

Comme représentant jociste lors d'un meeting contradictoire, tenu à Carnières en mars 1931, Louis Dereau a le courage de souligner la

23. F. GODEFROID, *Le Jocisme*, Bruxelles, 1930.

24. P. WYNANTS, *La controverse Cardijn-Valschaerts (mars-avril 1931)*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, XV, 1984, p. 104-109.

Comment un Jeune Garde Socialiste voit la méthode jociste

Se réunir, prier, écouter le prêtre ou le dirigeant qu'on n'a pas nommé, ne prendre aucune initiative et suivre à la lettre les instructions venues d'en haut, voilà une excellente préparation à qui veut devenir une douce, une docile brebis du Seigneur.

Pour fixer les convictions intervient le cercle d'étude, où l'on échange des observations et des réflexions, avant de passer la parole au directeur-prêtre qui, dit le Manuel Jociste, "complète les explications, redresse les erreurs et conclut la discussion par un exposé". Pas de déviation possible ! Qu'une mauvaise tête s'introduise au bercail, que quelqu'un ose y venir raisonner, contredire, et le comité, conscient de ses devoirs et voulant préserver son groupe d'une diabolique contagion, prononcera sans appel l'exclusion salvatrice. Et ainsi, toute entière par la même route, en rangs serrés, l'armée jociste marche à la béatitude éternelle comme un régiment à la parade (...)

Le militant jociste n'a pas de conviction rationnelle, mais il a la foi. Il pense au Ciel d'abord, à la terre ensuite et voit toute chose à travers le voile épais de sa croyance en Dieu. Admirable méthode, qui consiste à jeter hors de ce monde l'esprit des hommes qui doivent diriger les autres !

La masse jociste ordinaire peut dormir tranquille. On veille à son salut. Endoctrinée par les cercles d'étude, surveillée par le prêtre et par les militants sortis des retraites, il ne lui manque plus que de bonnes lectures. Le journal lui apporte ses apologues du parti catholique et ses articles feuilletonnesques sur les très horribles attentats des rouges contre les jaunes (...)

Après deux ans, le jociste ne pensera plus. Le prêtre le fera à sa place. Impersonnel, inconscient, aveugle, il se trouvera prêt pour l'éternité, étant bienheureux au sens de la Bible. Il aura abdiqué toute intelligence (...).

P. LAMBERT, *La méthode jociste est d'emmurer l'intelligence*, dans *La Wallonie*, 1er juin 1933.

faiblesse de l'action sociale menée par le Parti Catholique. Il est honni par Jean Valschaerts, directeur du *Rappel*, quotidien conservateur de Charleroi. Cardijn lui-même le défend maladroitement, avant de préférer *le plus grand bien des âmes* à la poursuite de la controverse.

Adversaire déclaré du jocisme, le socialiste montois Léo Collard n'en est pas devenu aveugle pour autant. Lucidement, il relève les tares dont souffrent, notamment en Borinage, les mouvements de jeunesse liés au POB : peu de dirigeants de valeur, aucun théoricien d'envergure, pas même de bons militants locaux ⁽²⁵⁾. Son plaidoyer en faveur de l'action culturelle, telle que la pratiquent les Faucons Rouges, n'est guère suivi d'effets : Fernand Godefroid continue à donner le ton.

De part et d'autre, ces ouvertures sont trop timides pour qu'un dialogue puisse s'ébaucher entre chrétiens et socialistes. Avant 1940, la société belge est à ce point cloisonnée, aux plans politique et idéologique, que chacun en est réduit à prêcher pour sa chapelle. Une trentaine d'années plus tard, cependant, les mêmes protagonistes seront à l'origine d'une décrispation, dont l'impact se fera sentir jusqu'à nos jours : Louis Dereau sera un des pionniers du Front commun syndical; Léo Collard lancera, en 1969, l'appel au Rassemblement des Progressistes. Entre-temps, il est vrai, beaucoup d'eau aura coulé sous les ponts...

Ambiguïtés et tensions au sein de l'ACJB

En apparence, les relations du jocisme avec l'ACJB et l'ACJBF, très tendues au début des années 1920, paraissent plus sereines. De 1930 à 1934, Tonnet est le vice-président de la coordination masculine. Emilie Arnould, parfois accompagnée d'un autre membre de l'équipe nationale, représente également la JOCF au sein de l'association féminine. Militantes et militants prennent part aux congrès, ainsi qu'aux manifestations de la jeunesse catholique. Des enquêtes acéjibistes sont intégrées au programme jociste. Sur le terrain, certaines activités communes — tels les chœurs parlés exécutés par les filles, lors des *homages à l'évêque* — favorisent la compréhension mutuelle.

Régulièrement, toutefois, la base jociste renâcle devant les activités rébarbatives ou étriquées que proposent l'ACJB et l'ACJBF. Une ancienne rapporte à ce propos :

Des rosaires, des neuvaines, la vente de la fleur pour la basilique de Koekelberg, tout cela n'avait rien à voir avec la masse, le milieu, la transformation de la vie des jeunes travailleurs !

25. L. COLLARD, *20.000 francs... Pourquoi ?* dans *L'Avenir du Borinage*, 9 octobre 1931.

A plusieurs reprises, les jocistes n'hésitent pas à marquer leurs distances ou à faire entendre une voix discordante, au milieu des proclamations unitaires. Ainsi en 1930, lors de la campagne acéjibiste *pour les bons journaux*, la branche masculine du mouvement s'en prend violemment à *la presse catholique, principalement antisociale*. Elle s'en explique en ces termes :

Toute grève est a priori rendue odieuse ou criminelle aux yeux des lecteurs. Les commentaires du genre : "les ouvriers ne sont jamais contents" y reviennent comme un refrain. Quand on parcourt, toute l'année durant, les sections de notre mouvement et qu'on y recueille les récits de la vie d'usine, on a le droit de dire que pareille attitude est en train de paralyser, de boycotter les efforts héroïques de nos jocistes. Qu'on le veuille ou non, sauf l'une ou l'autre exception, notre presse est une presse de classe ⁽²⁶⁾.

En fin de compte, les anciens différends entre JOC et ACJB ne sont pas surmontés. Par la bande, les dirigeants de la coordination catholique tentent d'imposer leurs vues. La JOC masculine remet les montres à l'heure, en attaquant *ces gens attardés et aveugles qui veulent multiplier les cercles d'étude communs, les récollections communes et les réunions communes* ⁽²⁷⁾.

Du côté féminin, on s'affronte plutôt à fleuret moucheté. Avec entêtement, Christine de Hemptinne demande des affiliations individuelles, des cotisations personnelles, un *Bulletin des Dirigeantes* commun aux organisations féminines, afin de transformer l'ACJBF en mouvement de masse. E. Arnould s'y oppose fermement, mais sans porter les dissensions sur la place publique. L'unanimité catholique, alors tant célébrée, est une façade qui masque bien des déchirements.

Relations avec les organisations ouvrières chrétiennes

L'essor du jocisme incite la Ligue Nationale des Travailleurs Chrétiens (LNTC) à mettre la plume à son chapeau. Cette organisation assure la coordination entre mutuelles, syndicats, coopératives, ligues féminines et mouvements de jeunesse ouvrière. Elle agit également sur le plan politique, comme *stand* au sein du Parti Catholique. Or l'ACJB, à laquelle les jocistes sont également affiliés, prétend dissocier com-

26. *Les journaux catholiques et la classe ouvrière*, dans *JOC*, 27 septembre 1930.

27. *Chronique de l'ACJB*, dans *JOC*, 15 février 1930.

plètement apostolat et engagement politique. Il y a là une contradiction qui ne peut durer.

Dès 1930, les relations se dégradent entre démocrates chrétiens et catholiques conservateurs. Pour affaiblir les premiers, les seconds remettent en cause leur *monopole des Oeuvres Sociales*, surtout en Wallonie et à Bruxelles⁽²⁸⁾. Ils tentent de couper la LNTC des mouvements qui lui confèrent une partie de son influence. Le jocisme est ainsi dans le collimateur de la très conservatrice Fédération des Cercles.

Paul Crockaert, un sénateur bruxellois avec qui Cardijn a déjà eu maille à partir au lendemain de la première guerre mondiale, et Jean Valschaerts, directeur du *Rappel*, mènent l'offensive. Ils reprochent au mouvement d'être un satellite de la LNTC. De telles relations, ajoutent-ils, permettent aux démocrates chrétiens d'invoquer l'action jociste comme *un titre à des revendications électorales*. Cette *situation intolérable* doit prendre fin sans délai.

Mgr Rasneur, évêque de Tournai, prête l'oreille aux griefs des conservateurs. De son côté, Cardijn minimise les liens de la JOC avec la Ligue : ils se limitent, dit-il, à une pure coordination technique, destinée à assurer aux membres le bénéfice des services mutualistes, coopératifs et syndicaux. A l'en croire, le mouvement jociste est avant tout une composante de l'Action Catholique. En le prenant pour cible, les conservateurs lui causent un tort incalculable. Telle est la position soutenue devant les évêques et la nonciature.

La polémique s'envenime. Bientôt l'épiscopat belge tranche dans le vif. Bien qu'elles ne soient pas publiées, les instructions du 28 novembre 1931 sont nettes. Comme composante de l'Action Catholique, la JOC ne peut entreprendre aucune action politique, ni même dépendre d'un mouvement d'adultes actif en ce domaine. Certes, elle est habilitée à passer des accords avec des organisations ouvrières chrétiennes, pourvu que celles-ci soient purement sociales et économiques. Il s'agit alors de procurer divers avantages à ses membres et d'assurer, en temps voulu, leur passage dans ces mêmes mouvements.

Telle est la ligne de conduite imposée à la JOC. Négocié au cours des années ultérieures, le *Projet de mise au point des relations entre la Ligue des Travailleurs Chrétiens et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne*⁽²⁹⁾ va dans ce sens. Il est approuvé par la seconde, le 16 décembre 1934. Un

28. E. GERARD, *Tussen apostolaat en emancipatie : de christelijke arbeidersbeweging en de strijd om de sociale werken 1925-1933*, dans *Voor Kerk en Werk*, Louvain, 1986, p. 203-258.

29. AC, 371.

an et demi plus tard, Tonnet reproche à Cardijn d'avoir capitulé :

L'on en est déjà à parquer le mouvement jociste sur un terrain exclusivement religieux et moral. Pour beaucoup de catholiques, c'est une confrérie des temps modernes qui ne les indispose pas trop. (...) Vous faites prier, danser et chanter vos groupes face à la forteresse du régime capitaliste, alors qu'il avait été dit et entendu qu'on les mobiliserait pour une croisade. Or une croisade, c'est une bataille, pas une procession⁽³⁰⁾.

Ces critiques soulèvent bien des questions. Faut-il les considérer comme la réaction amère d'un ancien dirigeant, déçu d'avoir dû quitter – en raison de son âge – un mouvement auquel il était fort attaché ? Sans doute la dimension personnelle doit-elle être prise en compte. On peut y voir aussi l'expression de craintes devant les orientations prises par le mouvement jociste, surtout par sa branche féminine flamande. Les enquêtes menées par les militantes ne s'écartent-elles pas de la vie ouvrière, au point de dénoncer moins souvent les abus dont les jeunes travailleuses sont les victimes ? Les grandes manifestations de masse – avec défilés, jeux de drapeaux et chœurs parlés – ne risquent-elles pas d'estomper la formation militante ? L'apprentissage des chants et danses folkloriques, très prisés par les filles du nord du pays, ne les détournent-ils pas de l'action dans le milieu de travail ? L'accent n'est-il pas mis, de manière excessive, sur l'apostolat individuel, au détriment de la mobilisation collective en faveur de réformes structurelles ?

Pour pertinentes qu'elles soient, ces questions, sous-jacentes à l'interpellation de F. Tonnet, laissent néanmoins perplexe. Deux ans après les avoir formulées, l'ancien président jociste passe à l'Action Catholique des Hommes, lancée par Mgr Picard. Or celle-ci n'entretient aucun lien avec le mouvement ouvrier... De plus, Tonnet et Picard étaient, quelques années auparavant, d'un point de vue radicalement opposés.

Avant l'intervention épiscopale de 1931, la JOC masculine⁽³¹⁾ avait clarifié ses relations avec la Confédération des Syndicats Chrétiens. Dès 1930, elle constitue des commissions de jocistes-ouvriers aux plans local, régional et national. Ces groupes sont investis de quatre missions : assurer la formation syndicale de leurs membres, faciliter leur adhésion à l'une des Centrales de la CSC, percevoir les cotisations des jocistes pour le compte de l'organisation professionnelle, leur payer des indemnités de grève et de chômage. Ils ne peuvent s'immiscer dans les

30. ARCHIVES DE L'ÉVÊCHÉ DE TOURNAI, Fonds Tonnet, lettre du 27 juin 1936.

31. Le taux de syndicalisation est extrêmement faible chez les filles. C'est pourquoi la JOCF ne conclut aucun accord avec la CSC.

négociations menées avec le patronat, ni dans les conflits où la CSC est engagée.

En contrepartie, l'organisation syndicale reconnaît la JOC comme son interlocuteur privilégié pour tout ce qui a trait à l'adolescence salariée. Elle lui ristourne une partie des cotisations. Elle s'engage à ne jamais admettre des jeunes travailleurs à des conditions aussi avantageuses que celles réservées aux syndiqués jocistes⁽³²⁾. En 1932-1933, cet accord est en vigueur dans la métallurgie, le bois et le bâtiment, le cuir et le vêtement, l'alimentation, la pierre et les industries diverses. Il n'est pas d'application dans les autres secteurs.

Malgré les efforts qu'elle déploie, la JOC parvient difficilement à multiplier les affiliations syndicales : en 1932-1933, 10% de ses membres, soit à peine 2.500 jeunes, ont effectivement adhéré à la CSC. La plupart d'entre eux se sont adressés directement à la Confédération, à laquelle ils paient une cotisation ordinaire. Les autres – 300 seulement – sont passés par l'intermédiaire du mouvement jociste. Dans certains secteurs, les jeunes continuent à s'affilier à des syndicats socialistes. D'autres encore cotisent à des caisses patronales, par intérêt matériel⁽³³⁾.

Pour remédier à cette situation, la JOC souhaite que la CSC lui donne les moyens d'engager des permanents spécialement chargés de la formation syndicale. Elle refuse cependant toute mainmise exercée par des propagandistes de la Confédération sur ses propres membres. Dès lors, les positions demeurent figées pendant plusieurs années.

Ce blocage n'empêche nullement les jocistes wallons de participer à la création de nouveaux syndicats chrétiens. C'est le cas, en 1934, à Verviers, après la grève perdue par la Centrale Ouvrière du Textile, d'obédience socialiste, qui jouissait jusqu'alors d'un monopole de fait. Un ancien permanent rapporte à ce propos :

Cette grève verviétoise fut, selon l'expression consacrée, "la grève du siècle". Il devait en résulter (...), pour le syndicalisme, jusque-là monolithique et brutalement dominateur, un éclatement à la faveur duquel les travailleurs chrétiens, et parmi eux de très nombreux jeunes, créèrent dans le textile la Centrale Chrétienne. En un temps très court, celle-ci groupa près de 4.000 affiliés⁽³⁴⁾.

René Dawant, un ancien de la JOC, en devient le premier permanent.

32. AC, 373. Accords syndicaux de 1930.

33. AC, 373. Note manuscrite de J. Meert, 1932-1933.

34. Jacques WYNANTS, *15 années de JOC à Verviers*, Verviers, s.d., p. 21-22.

Les relations du mouvement, principalement de sa branche masculine, ne se limitent pas aux organisations syndicales. Les militants mènent une propagande en faveur des coopératives et des mutuelles chrétiennes.

L'épargne jociste est confiée à la Banque des Ouvriers Chrétiens, qui deviendra bientôt la COB. La JOCF fait partie des Oeuvres Sociales Féminines, au sein desquelles ses dirigeantes exercent une influence indiscutable. Aux plans local, régional et national, elle noue des liens avec les LOFC. Avant 1940, toutefois, ses anciennes militantes répugnent à s'engager au sein des Ligues, dont les options et la méthode s'écartent trop du modèle auquel elles sont accoutumées. Par la suite, certaines d'entre elles — en particulier Jeanne Laurent-Partous et Marie Braham — y joueront un rôle moteur : l'actuel mouvement Vie Féminine est en partie le fruit de cette évolution.

Pour sauvegarder son identité, le jocisme veille à son autonomie, dans le contexte touffu des mouvements de jeunesse et des organisations ouvrières chrétiennes. Afin de réaliser son programme, il compte avant tout sur ses propres forces.

De 1930 à 1935, la JOC et la JOCF relèvent plusieurs défis majeurs. Elles se renouvellent dans leurs cadres et leurs méthodes. Avec les moyens du bord, elles luttent contre les effets de la crise et la montée des courants autoritaires, tout en diversifiant leurs services. Elles intensifient leur action pour la rechristianisation des jeunes travailleurs. Elles s'affirment au sein de l'Eglise et de la classe ouvrière. Ce n'est là, cependant, qu'une étape dans une longue évolution. Couronnée par le congrès jubilaire, l'année 1935 marque, en effet, le début d'une nouvelle expansion.